Conseil d'Etat — Raad van State
LEGISLATION — WETGEVING
L.
4 NOV. 1955
Transmis à M. Bureau
Overgemaakt aan de H. Coordinatie

ROYAUME DE BELGIQUE. KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT. ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Communications, le 30 septembre 1954, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté ministériel "relatif à la mise en disponibilité et à la réaffectation du personnel de la Régie des T.T.", a donné le 13 décembre 1954 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 30e September 1954 door de Minister van Verkeerswezen verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van ministerieel besluit "betreffende de terbeschikkingstelling en de wedertewerkstelling van het personeel der Regie van T.T heeft de 13e December 1954 het volgend advies gegeven :

Le projet d'arrêté ministériel, tel qu'il a été amendé par lettre du 8 novembre 1954, tend à coordonner et à adapter au personnel de la Régie des télégraphes et des téléphones, l'arrêté royal du 30 mars 1939 relatif à la mise en disponibilité des agents de l'Etat, et l'arrêté royal du 27 janvier 1953 relatif à la réaffectation des agents de l'Etat.

Il établit ainsi des règles qui feront partie du statut des agents de la Régie. Or, aux termes de l'article 11 de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, c'est au Roi qu'il appartient de fixer le statut du personnel de la Régie des télégraphes et des téléphones . Il le fera sur proposition du ministre qui a l'administration générale dans ses attributions, ou du Comité du budget lorsque ce dernier ministre n'a pas émis un avis favorable.

Si, en attendant que ce statut soit fixé par le Roi, l'article 18 de la même loi prévoit que le Ministre approuve toute modification du statut existant actuellement, cette disposition ne pourrait néanmoins avoir pour effet d'accorder au Ministre le pouvoir d'élaborer un nouveau statut au moyen de modifications partielles et successives apportées au statut actuel.

Cette manière de procéder serait contraire au voeu du législateur qui, par la disposition de l'article 11 précité, a voulu "harmoniser les cadres et les statuts administratifs et juridiques des différents organismes d'intérêt public" (Doc. parlem. Sénat - Rapport de M. Delport, n° 115 du 5 janvier 1954, pp.39 et 41).

.../...

Comme ce projet reprend le texte de la plupart des dispositions des arrêtés royaux des 30 mars 1939 et 27 janvier 1953, le Conseil d'Etat s'est borné à examiner les dispositions qui diffèrent des deux arrêtés précités.

Les "considérants" du préambule pourraient utilement être résumés comme suit :

"Considérant qu'en matière de mise en disponibilité et de réaffectation, les agents de la Régie des télégraphes et des téléphones ont toujours été soumis à un régime similaire à celui des agents de l'Etat; qu'il importe de consacrer cette situation par un règlement;

Considérant que la mise en disponibilité et la réaffectation des agents de l'Etat sont réglées par les arrêtés royaux des 30 mars 1939, 18 août 1939, 29 février 1952 et 27 janvier 1953; qu'il y a lieu de coordonner les dispositions de ces arrêtés et de les adapter au personnel de la Régie des télégraphes et des téléphones;".

A l'article 1er, alinéa 1er, il faut lire "ainsi qu'aux ouvriers provisoires des téléphones".

En vue de la concordance avec le texte de l'arrêté royal du 30 mars 1939, il y a lieu de dire, au 1° du même article : "par défaut d'emploi".

A l'article 3, l'allusion à l'article 8, pénultième alinéa, du projet est superflue. Les agents qui se trouvent dans les circonstances déterminées par cet article se trouvent également "dans les conditions requises pour obtenir une pension de retraite". Il est, dès lors, proposé de maintenir le texte de l'arrêté royal du 30 mars 1939 : "Les agents ne peuvent être mis ou

.../...

maintenus en disponibilité, s'ils se trouvent dans les conditions requises pour obtenir une pension de retraite".

Les services d'utilité publique au Congo, prévus à l'article 4, ont été nommément désignés par l'arrêté royal du 25 octobre 1939 pris en exécution de la loi du 18 mai 1929. Il serait donc plus exact de dire : "... de services d'utilité publique, tels qu'ils sont déterminés en vertu de l'article 2 de la loi du 18 mai 1929".

La "commission compétente" et la "commission des pensions" prévues aux alinéas premier et dernier de l'article 8 sont ,en fait, soit le service de santé administratif en ce qui concerne le personnel employé de la Régie, soit la commission administrative de la caisse des ouvriers en ce qui concerne le personnel ouvrier. Il est, dès lors,proposé de remplacer les mots "commission compétente" et "commission des pensions" par les mots "le service de santé administratif ou la commission administrative de la caisse des ouvriers, selon le cas".

A ce sujet, il est à remarquer que le projet prévoit à plusieurs reprises (voir notamment les articles 13, 16, 29, 32, 33) l'intervention du service de santé administratif relevant du Ministère de la Santé publique et de la commission administrative de la caisse des ouvriers, qui est actuellement gérée par le Ministre des Finances. Le projet devrait, dès lors, être soumis au contreseing du Ministre de la Santé publique et de la Famille et du Ministre des Finances.

Les "paragraphes" du chapitre II devraient être remplacés par des "sections", et le mot "titre" figurant aux articles 14, 15, 16, 23, qui désigne erronément le paragraphe, devrait également être remplacé par "section".

.../...

A l'article 11 (amendé),le dernier alinéa figurant sous le mot "hiérarchie" à définir, gagnerait à être rédigé comme suit : "Pour le personnel ouvrier et de surveillance, la classification suivante, dans laquelle chaque groupe est subordonné au précédent, tient lieu de hiérarchie;".

A l'article 12 (amendé), alinéa 2, les mots "ou à un grade équivalent"doivent être ajoutés à la phrase qui se termine par "sont affectés aux emplois permanents maintenus et correspondant à leur grade". La dernière phrase de cet alinéa serait plus claire si elle était rédigée comme suit : "A l'échelon le plus bas il est procédé à une répartition qui s'étend à toutes les résidences".

L'article 16, alinéa 1er, devrait désigner le service chargé d'examiner si l'emploi pour lequel un agent fait valoir ses titres à réaffectation, est compatible avec son état de santé. Comme il s'agit en l'espèce du service de santé administratif, il suffirait d'ajouter à la fin de cet alinéa "par le service de santé administratif".

La disposition finale de l'article 20 (amendé) correspond à l'article 16 de l'arrêté royal du 27 janvier 1953. Ce texte gagnerait à être rédigé comme suit :

"Les agents visés par le présent article gardent un droit à la réaffectation à un des emplois permanents vacants prévus ci-après. Ce droit de préférence s'exerce dans l'ordre suivant :

1° emploi correspondant au grade dont ils sont titulaires;
2° emploi correspondant à un grade équivalent à celui dont ils sont titulaires.".

.../...

L'article 23,qui correspond à l'article 15 de l'arrêté du 27 janvier 1953,ne reprend pas la disposition de l'alinéa 2 de cet article, aux termes de laquelle les agents réaffectés sont, à leur demande, revêtus du grade correspondant à leur nouvel emploi.

L'article 32 reprend en substance les dispositions de l'article 20 de l'arrêté du 30 mars 1939. Il fixe en premier lieu la durée maximum de jouissance du traitement d'attente et fait, à cet égard, une double distinction :

1. selon que la durée de la disponibilité est interrompue ou continue,
2. selon qu'il s'agit d'agents définitivement inaptes à reprendre n'importe quel service, ou d'agents remployables dans un autre service, ou d'agents temporairement inaptes.

Le Conseil d'Etat propose pour cet article le texte suivant :

"Article 32.

Sans préjudice de ce qui est stipulé à l'article 4, la durée maximum de jouissance du traitement d'attente est :

A. en cas de disponibilité ininterrompue : un an.

Ce délai est porté à deux ans pour les agents invalides de guerre. Il est porté à deux ans et, pour les agents invalides de guerre, à quatre ans, dans les cas prévus par l'article 31 du présent arrêté;

B. en cas de disponibilité interrompue par des reprises de service : deux ans pour la durée totale des différentes périodes de disponibilité.

.../...

Ce délai est porté à cinq ans pour les agents invalides de guerre.

Si, à l'expiration des délais prévus sous A et B, le service de santé administratif est d'avis que l'agent n'est pas en état de reprendre service, cette situation n'étant toutefois pas définitive, il lui est accordé un traitement d'attente égal au montant de la pension qui lui serait allouée s'il était , à ce moment, admis à la retraite prématurée. Si toutefois il ne compte pas dix ans d'ancienneté valables pour la pension, il ne lui sera plus accordé de traitement d'attente.

La situation des agents reconnus inaptes à exercer leurs fonctions et à les reprendre à l'avenir est réglée conformément aux dispositions de l'article 8, pénultième alinéa, à moins qu'ils ne puissent bénéficier de l'avantage prévu à l'article 13, 2°, du présent arrêté.".

A l'article 34, les parenthèses peuvent être supprimées.

A l'article 38, il faut lire à la fin "pour motif de convenances personnelles".

.../...

L'article 41 dispose essentiellement qu'en cas d'accident pour lequel un tiers pourrait être rendu responsable, la Régie paiera le montant des traitements d'activité ou d'attente, à titre d'avances recouvrables, et ce moyennant subrogation, à concurrence de ce montant, dans les droits et actions de la victime à l'égard du tiers responsable.

Il convient de préciser la portée de cette disposition.

L'article 41 comporte une subrogation conventionnelle s'insérant dans le cadre d'un statut réglementaire en ce sens que chaque paiement effectué par la Régie à son agent accidenté, à titre d'avance recouvrable contre le tiers responsable, est subordonné à une subrogation consentie par la victime, les deux opérations, paiement et subrogation, s'effectuant de manière simultanée, ce qui est conforme au prescrit de l'article 1250, 1°, du Code civil. L'article 41 n'impose pas à l'agent de consentir à la subrogation, mais s'il ne le fait pas, il ne pourra pas réclamer de traitement pendant la durée de son incapacité de travail.

Quant au caractère du paiement effectué par la Régie pendant la durée d'incapacité de travail d'un de ses agents, il diffère suivant qu'il s'agit d'un cas normal d'incapacité ou d'une incapacité imputable à la faute d'un tiers.

Dans les cas normaux d'incapacité, la Régie paie en vertu du statut sa propre dette et non la dette due par un tiers.

.../...

Au contraire, dans les cas d'incapacité imputable à autrui, elle paie, toujours en vertu du statut (article 41), à titre d'avances recouvrables contre le tiers responsable, moyennant subrogation, c'est-à-dire que la Régie, pour éviter tout retard et couvrir partiellement le préjudice que la faute du tiers a causé à la victime, entend payer celle-ci pour apurer la dette du tiers responsable, étant entendu que, subrogée aux droits de la victime, elle aura un recours contre le tiers à concurrence des sommes qu'elle aura payées (Cfr. Cassation, 2 mars 1953, Pas., 1, 497).

Le texte de l'article 41 du projet devrait préciser qu'il s'agit d'un paiement à titre d'avances, recouvrables contre le tiers responsable et non contre l'agent lui-même, au cas où la somme à payer par le tiers serait inférieure aux sommes versées à la victime par la Régie. Cette précision établirait nettement, ce qui est conforme à l'intention du Gouvernement, que les sommes dues à l'agent accidenté, à titre de traitement pendant l'incapacité de travail, devront être payées à son profit, en vertu du statut, sans pouvoir jamais être recouvrées contre lui, le tiers responsable seul pouvant être l'objet de l'action de la Régie, en tant que celle-ci est subrogée à la victime du chef des avances consenties pour couvrir une partie du préjudice causé par l'accident.

Il résulte, par ailleurs, des explications fournies au Conseil d'Etat que l'intention du Gouvernement est de limiter le champ d'application de l'article 41 au domaine délictuel ou quasi-délictuel, à l'exclusion du domaine contractuel, et de disposer exclusivement pour le cas où un tiers pourrait être rendu totalement ou partiellement responsable de l'accident dont l'agent a été victime.

.../...

Compte tenu de ce qui précède, le Conseil d'Etat propose de rédiger l'article 41 du projet comme suit :

"En cas d'accident pour lequel un tiers pourrait être rendu totalement ou partiellement responsable, la Régie des télégraphes et des téléphones paie, à titre d'avances recouvrables contre le tiers responsable, le montant des traitements d'activité ou d'attente prévu aux sections I et IV du chapitre II et ce moyennant subrogation, à concurrence de ce montant, dans les droits et actions de la victime à l'égard du tiers responsable.".

Het ontwerp van ministerieel besluit, zoals het bij brief van 8 November 1954 is geamendeerd, strekt er toe, het koninklijk besluit van 30 Maart 1939 betreffende de terbeschikkingstelling van het Rijkspersoneel en het koninklijk besluit van 27 Januari 1953 betreffende de wedertewerkstelling van het Rijkspersoneel te coördineren en aan het personeel der Regie van telegraaf en telefoon aan te passen.

Het stelt aldus regelen die deel zullen uitmaken van het statuut van het personeel der Regie. Luidens artikel 11 van de wet van 16 Maart 1954 betreffende de contrôle op sommige instellingen van openbaar nut is het echter de Koning, die het statuut van het personeel der Regie van telegraaf en telefoon dient vast te stellen, en wel op voordracht van de Minister tot wiens bevoegdheid het algemeen bestuur behoort, of, indien deze ongunstig adviseert, van het Begrotingscomité.

Wel zegt artikel 18 van dezelfde wet dat de Minister, in afwachting dat de Koning het statuut vaststelt, elke wijziging van de thans bestaande statuten goedkeurt, maar dit kan niet betekenen dat de Minister bevoegdheid ontvangt om, door een reeks van gedeeltelijke wijzigingen in het huidige statuut, een nieuw statuut uit te werken.

Zulk een werkwijze zou immers in strijd zijn met hetgeen de wetgever bij genoemd artikel 11 heeft bedoeld, namelijk "de kaders, het administratief en juridisch statuut van de instellingen van openbaar nut harmonieus maken" (Parl. Doc. Senaat, Verslag van de Heer Delport, nr 115 van 5 Januari 1954, pag. 39 en 41).

.../...

Aangezien het ontwerp de meeste bepalingen van de koninklijke besluiten van 30 Maart 1939 en van 27 Januari 1953 overneemt, heeft de Raad van State zich beperkt tot een onderzoek van de bepalingen die van deze twee besluiten verschillen.

De consideransen kunnen gevoeglijk als volgt worden samengevat :

"Overwegende dat het personeel der Regie van telegraaf en telefoon altijd onderworpen is geweest aan een soortgelijke regeling inzake terbeschikkingstelling en wedertewerkstelling als het Rijkspersoneel; dat een reglement deze toestand dient te bekrachtigen;

Overwegende dat de terbeschikkingstelling en wedertewerkstelling van het Rijkspersoneel bij de koninklijke besluiten van 30 Maart 1939, 18 Augustus 1939, 29 Februari 1952 en 27 Januari 1953 zijn geregeld; dat de bepalingen van deze besluiten dienen te worden gecoördineerd en aan het personeel der Regie aangepast;".

In artikel 1, eerste lid, van de Franse tekst leze men : "ainsi qu'aux ouvriers provisoires des téléphones".

Terwille van de overeenstemming met de tekst van het koninklijk besluit van 30 Maart 1939 leze men onder 1° van hetzelfde artikel in de Franse tekst : "par défaut d'emploi".

In artikel 3 is de verwijzing naar artikel 8, voorlaatste lid, van het ontwerp overbodig. Het personeel dat in de bij dat artikel bepaalde omstandigheden verkeert, "voldoet ook aan de gestelde voorwaarden om een rustpensioen te bekomen". Derhalve wordt voorgesteld de tekst van het koninklijk besluit van 30 Maart 1939 te behouden : "De personeelsleden kunnen niet ter beschikking gesteld of gehandhaafd worden zo zij de vereiste voorwaarden vervullen om een rustpensioen te bekomen".

De diensten van openbaar nut in Belgisch-Congo, waarover artikel 4 het heeft, zijn bij name vernoemd in het koninklijk besluit van 25 October 1939 genomen ter uitvoering van de wet van 18 Mei 1929. Het ware dus juister te lezen : "... diensten van openbaar nut exploiteren, zoals zij zijn aangewezen krachtens artikel 2 van de wet van 18 Mei 1929".

De "bevoegde commissie" en de "pensioencommissie", waarvan sprake in het eerste en laatste lid van artikel 8, zijn in feite ofwel de Administratieve Gezondheidsdienst ten aanzien van het bediendenpersoneel van de Regie, ofwel de Administratieve Commissie van de werkliedenkas ten aanzien van het werkliedenpersoneel. Aanbevolen wordt, de woorden "bevoegde commissie" en "pensioencommissie" te vervangen door : "de Administratieve Gezondheidsdienst of de Administratieve Commissie van de werkliedenkas, naar gelang van het geval".

In dit verband valt op te merken, dat het ontwerp herhaaldelijk (zie onder meer de artikelen 13, 16, 29, 32, 33) spreekt van het optreden van de Administratieve Gezondheidsdienst die van het Ministerie van Volksgezondheid afhangt, en van de Administratieve Commissie van de werkliedenkas die thans door de Minister van Financiën wordt beheerd. Het ontwerp moet derhalve mede door de Minister van Volksgezondheid en van het Gezin en door de Minister van Financiën worden ondertekend.

De "paragrafen" van hoofdstuk II dienen "afdelingen" te worden; dan moet ook het woord "paragraaf", dat in de artikelen 14, 15, 16 en 23 voorkomt, door "afdeling" worden vervangen.

In artikel 11 (geamendeerd) zou het laatste lid onder het woord "hiërarchie" beter als volgt worden gelezen: "Voor het werklieden- en toezichtpersoneel geldt inzake hiërarchie de volgende indeling, waarbij iedere groep ondergeschikt is aan de voorgaande.".

In artikel 12 (geamendeerd), tweede lid, dienen de woorden "of een gelijkwaardige graad" te worden ingevoegd tussen de woorden "en met hun graad" en "overeenstemmen". De laatste volzin van dit tweede lid zou in de Franse tekst duidelijker als volgt kunnen worden gelezen : "A l'échelon le plus bas il est procédé à une répartition qui s'étend à toutes les résidences".

Artikel 16, eerste lid, dient te bepalen welke dienst gelast is te onderzoeken, of de betrekking waarvoor een personeelslid zijn aanspraken op wedertewerkstelling doet gelden, met zijn gezondheidstoestand verenigbaar is. Daar het hier om de Administratieve Gezondheidsdienst gaat, ware het voldoende aan het slot van dit lid de woorden "door de Administratieve Gezondheidsdienst" in te voegen vóór "verenigbaar geacht worden".

De slotbepaling van artikel 20 (geamendeerd) stemt overeen met artikel 16 van het koninklijk besluit van 27 Januari 1953. Deze tekst zou beter als volgt worden gelezen :

"De in dit artikel bedoelde personeelsleden behouden een recht op wedertewerkstelling in een der vacante vaste betrekkingen die hierna zijn bepaald. Dit recht van voorrang wordt naar onderstaande volgorde uitgeoefend :

1° betrekking overeenstemmend met de graad die zij voeren;

2° betrekking overeenstemmend met een graad die gelijkwaardig is met die welke zij voeren.".

.../...

Artikel 23, dat met artikel 15 van het koninklijk besluit van 27 Januari 1953 overeenstemt, neemt het tweede lid van dat artikel niet over, luidens hetwelk de wedertewerkgestelde personeelsleden op hun verzoek bekleed worden met de graad die met hun nieuwe betrekking overeenstemt.

Artikel 32 herhaalt in substantie het bepaalde in artikel 20 van het besluit van 30 Maart 1939. Het stelt in de eerste plaats de maximumduur voor het genot van wachtgeld vast en maakt daarbij een tweevoudig onderscheid :

1. naargelang de duur van de terbeschikkingstelling al dan niet onderbroken is;

2. naargelang het gaat om personeelsleden die definitief ongeschikt zijn om enige dienst te hernemen, of om personeelsleden die in een andere dienst kunnen worden gebruikt, of om tijdelijk ongeschikte personeelsleden.

.../...

Voor dit artikel wordt de volgende tekst aanbevolen :

"Artikel 32.-

Onverminderd het bepaalde in artikel 4 is de maximumduur van het genot van wachtgeld :

A. in geval van ononderbroken terbeschikkingstelling : een jaar.

Deze termijn wordt voor personeelsleden die oorlogsinvaliden zijn op twee jaar gebracht. Hij wordt op twee jaar en, voor de personeelsleden die oorlogsinvalide zijn, op vier jaar gebracht in de gevallen bepaald in artikel 31 van dit besluit;

B. in geval van terbeschikkingstelling die door dienst-hervattingen wordt onderbroken : twee jaar voor de totale duur van de verschillende periodes van terbeschikkingstelling.

Deze termijn wordt voor de personeelsleden die oorlogsinvalide zijn op vijf jaar gebracht.

Indien de Administratieve Gezondheidsdienst na het verstrijken van de onder A en B gestelde termijnen van oordeel is, dat het personeelslid niet in staat is zijn dienst te hervatten, maar dat dit geen definitieve toestand is, wordt hem een wachtgeld verleend van eenzelfde bedrag als het pensioen dat hem zou verleend worden indien hij op dat tijdstip voortijdig in ruste werd gesteld. Telt hij evenwel geen tien jaar ancienniteit voor zijn pensioen, dan wordt hem niet langer wachtgeld toegekend.

De toestand van de personeelsleden van wie erkend is dat zij ongeschikt zijn om hun dienst uit te oefenen en later te hervatten, wordt geregeld overeenkomstig het bepaalde in het voorlaatste lid van artikel 8, tenzij zij in aanmerking komen voor het voordeel bepaald in artikel 13, 2°, van dit besluit.".

/

In artikel 34 kunnen de haakjes worden geschrapt.

In artikel 38 leze men in de Franse tekst : "pour motif de convenances personnelles".

Artikel 41 bepaalt in hoofdzaak dat bij een ongeval, waarvoor een derde aansprakelijk kan worden gesteld, de Regie het bedrag van de activiteitswedde of van het wachtgeld bij wijze van te verhalen voorschot uitbetaalt mits zij , tot dit bedrag, in de rechten en rechtsvorderingen van de getroffene ten aanzien van de aansprakelijke derde treedt.

Deze bepaling behoeft nadere toelichting.

Volgens artikel 41 is er, in het raam van een statutaire regeling, een indeplaatsstelling uit kracht van overeenkomst, in die zin dat iedere btaling, welke de Regie bij wijze van op de aansprakelijke derde te verhalen voorschot aan het getroffen personeelslid doet, afhankelijk is van een indeplaatsstelling waarmede de getroffene instemt, met dien verstande dat beide verrichtingen, betaling en indeplaatsstelling, tegelijk gebeuren, hetgeen strookt met het voorschrift van artikel 1250, 1°, van het Burgerlijk Wetboek. Artikel 41 verplicht het personeelslid niet, met de indeplaatsstelling in te stemmen; doet hij dit echter niet, dan heeft hij gedurende zijn arbeidsongeschiktheid geen aanspraak op wedde of wachtgeld.

.../...

De aard van de betaling, die de Regie gedurende de arbeidsongeschiktheid van een personeelslid heeft gedaan, verschilt naargelang het gaat om een normaal geval van ongeschiktheid dan wel om een ongeschiktheid welke aan de schuld van een derde te wijten is.

In de normale gevallen van ongeschiktheid voldoet de Regie krachtens het statuut haar eigen schuld en niet de schuld van een derde.

Wanneer de ongeschiktheid aan een ander te wijten is, doet de Regie integendeel, steeds op grond van het statuut (artikel 41), de betaling bij wijze van op de aansprakelijke derde te verhalen voorschot, tegen indeplaatsstelling, dit wil zeggen : om iedere vertraging te voorkomen en om het door de schuld van de derde aan de getroffene toegebrachte nadeel gedeeltelijk te dekken, wil de Regie de getroffene betalen in afkorting op de schuld van de aansprakelijke derde, met dien verstande dat zij, nu zij in de rechten van de getroffene treedt, de door haar uitgekeerde bedragen op de derde zal kunnen verhalen (zie Verbr.2 Maart 1953, Pas. I, 497).

De tekst van artikel 41 dient nader te bepalen, dat de voorschotten op de aansprakelijke derde en niet op het personeelslid zelf te verhalen zijn,indien de door de derde uit te keren som minder mocht bedragen dan wat de Regie aan de getroffene heeft betaald. Zo zou klaar tot uiting komen, hetgeen trouwens de bedoeling van de Regering is, dat de bedragen, die aan het getroffen personeelslid als wedde of wachtgeld gedurende de arbeidsongeschiktheid verschuldigd zijn, op grond van het statuut te zijnen behoeve dienen te worden uitbetaald maar niet op hem kunnen worden verhaald, aangezien de Regie alleen tegen de aansprakelijke derde een vordering kan instellen, in zover zij , door hetgeen zij heeft voorgeschoten om een deel van de uit het ongeval ontstane schade te dekken, in de plaats van de getroffene is gesteld.

Voorts zou de Regering, naar aan de Raad van State is uiteengezet, het geldingsgebied van artikel 41 wensen te beperken tot de misdrijven en oneigenlijke misdrijven, met uitsluiting van het contractuele, en alleen voorzieningen willen treffen voor het geval dat de derde geheel of gedeeltelijk aansprakelijk kan worden gesteld voor het ongeval dat het personeelslid heeft getroffen.

Rekening houdend met bovenstaande opmerkingen, wordt voor artikel 41 de volgende tekst aanbevolen :

"Bij een ongeval waarvoor een derde geheel of gedeeltelijk aansprakelijk kan worden gesteld, betaalt de Regie van telegraaf en telefoon, bij wijze van op de aansprakelijke derde te verhalen voorschot, het bedrag van de activiteitswedde of van het wachtgeld als bepaald in de afdelingen I en IV van hoofdstuk II, mits zij , tot dit bedrag, in de rechten en rechtsvorderingen van de getroffene op de aansprakelijke derde treedt.".

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs :	F. LEPAGE,	conseiller d'Etat,	président,
De Heren :		raadsheer van State,	voorzitter,
	J. COYETTE,	conseillers d'Etat,	
	G. VAN BUNNEN,	raadsheren van State,	
	J. VAUTHIER,	assesseurs de la section de législation,	
	L. FREDERICQ,	bijzitters van de afdeling wetgeving,	
	G. PIQUET,	greffier adjoint,	greffier.
		adjunct-griffier,	griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. VAN BUNNEN.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. VAN BUNNEN.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s) G. PIQUET.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s) F. LEPAGE.